

# PLAN LOCAL D'URBANISME

## RÉVISION



### Projet d'aménagement et de développement durable

Arrêté le : 26 février 2005  
Approuvé le : 05 janvier 2006  
Rendu exécutoire le : 17 mars 2006

# SOMMAIRE

## **SOMMAIRE ..... 1**

## **1- AVANT-PROPOS :..... 2**

## **LE CADRE ET L'ESPRIT DE LA DÉMARCHÉ ..... 2**

### **1. QU'EST-CE QUE LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ? ..... 3**

### **2- LE PADD : UNE DÉMARCHÉ RÉGIE PAR LA LOI ..... 4**

## **PARTIE 2 : LES ORIENTATIONS D'URBANISME ET D'AMÉNAGEMENT ..... 5**

### **1. PROTÉGER ET METTRE EN VALEUR LE PAYSAGE ET LES ESPACES NATURELS ..... 7**

#### **1.1. LA PROTECTION DES MILIEUX BOISÉS ..... 7**

#### **1.2. LA PROTECTION DES MILIEUX HUMIDES : VALLEES, TOURBIÈRES ..... 8**

#### **1.3. LA PROTECTION DES PAYSAGES AGRICOLES ..... 8**

### **2. PROTÉGER LA RESSOURCE EN EAU ..... 9**

#### **2.1. PROTECTION DES CAPTAGES D'EAU POTABLE ..... 9**

#### **2.2. PROTECTION DU BASSIN VERSANT ..... 9**

#### **2.3. L'AMÉLIORATION DE L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES ET DES EAUX PLUVIALES ..... 9**

### **3. METTRE EN VALEUR LE PATRIMOINE BATI ET LE CADRE DE VIE ..... 10**

#### **3.1. LA PROTECTION DU PETIT PATRIMOINE BATI ..... 10**

#### **3.2. LE TRAITEMENT DU PAYSAGE BATI ..... 10**

### **4. DYNAMISER LE TISSU ÉCONOMIQUE DE LA COMMUNE ..... 11**

#### **4.1. L'ACCUEIL DES ACTIVITÉS ARTISANALES ET COMMERCIALES ..... 11**

#### **4.2. LE MAINTIEN DE L'ACTIVITÉ AGRICOLE ..... 11**

#### **4.3. LE TOURISME DE DÉCOUVERTE ..... 12**

### **5. PERMETTRE UNE URBANISATION ÉQUILIBRÉE ..... 12**

#### **5.1. LE CHOIX D'UNE CROISSANCE MODÉRÉE ..... 12**

#### **5.2. LE CHOIX DE NOUVELLES ZONES URBAINES EN CONTINUÏTÉ AVEC L'EXISTANT ..... 13**

#### **5.3. LA DIVERSIFICATION DE L'OFFRE EN LOGEMENTS ..... 13**

#### **5.4. L'AMÉLIORATION DES ÉQUIPEMENTS ..... 13**

#### **5.5. AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ..... 14**

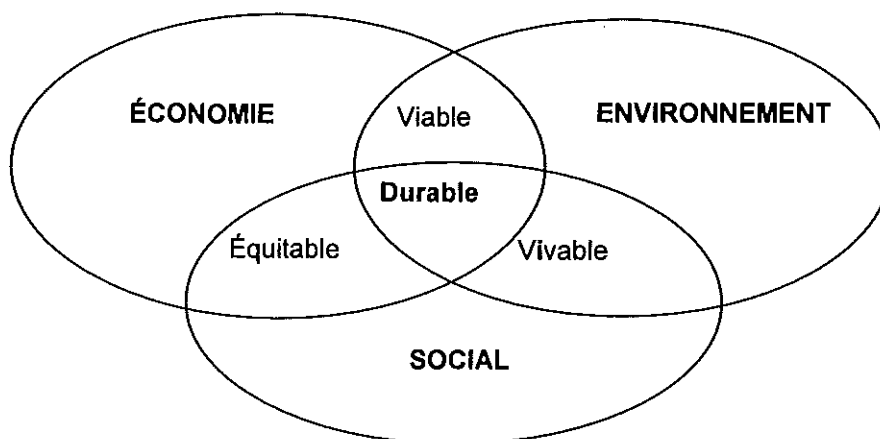
# **1- AVANT-PROPOS : LE CADRE ET L'ESPRIT DE LA DÉMARCHE**

## 1. QU'EST-CE QUE LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ?

Un développement est durable s'il permet de satisfaire aux besoins des populations actuelles sans compromettre ceux des générations futures.

En effet, le développement économique ne peut plus se concevoir sans prendre en compte les aspects sociaux, la lutte contre les inégalités et le respect de l'environnement. L'idée est que le développement ne peut être durable que si cette durabilité est à la fois économique, sociale et environnementale. Les modes de développement qui mettent en péril les ressources naturelles, accroissent les inégalités entre les populations, sont voués à l'échec à plus ou moins long terme. Le concept de développement durable s'appuie sur les 3 principes suivants :

- principe de solidarité : solidarité entre les peuples et les générations. Le développement doit profiter à toutes les populations ;
- principe de précaution : se donner la possibilité de revenir sur des actions quand on n'est pas sûr de leurs conséquences ;
- principe de participation : associer la population aux prises de décision.



## 2- LE PADD : UNE DÉMARCHE RÉGIE PAR LA LOI

La loi de « Solidarité et Renouvellement Urbains » du 13 décembre 2000, met fin à la politique de la ville menée ces dernières décennies. Opérant une véritable rupture, elle bouleverse la conception du droit de l'urbanisme, impose une nouvelle vision de la ville et remodèle le cadre des interventions publiques. Elle s'inscrit dans deux idées-forces, réflexions fondamentales sur la ville :

- la première idée-force est la notion de développement durable qui implique que le développement des sociétés modernes soit spatialement économe et soucieux de l'environnement tout en permettant une solidarité entre les habitants des milieux urbains et entre les espaces urbains et ruraux ;
- la deuxième idée-force est que l'organisation du territoire doit assurer, ou renforcer la cohésion territoriale et sociale en assurant une diversité urbaine et une mixité sociale.

L'article L-123-1 du Code de l'Urbanisme (modifié par la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003) indique que les Plans Locaux d'Urbanisme comportent « un Projet d'Aménagement et de Développement Durable qui définit les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme retenues pour l'ensemble de la commune ».

**Le débat et la validation des orientations générales d'urbanisme et d'aménagement a pris place lors du conseil municipal du 31 mars 2003.**

Les orientations particulières d'aménagement, relatives à des quartiers ou à des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager font l'objet d'un autre document. Néanmoins, ces orientations doivent être en cohérence avec le Projet d'Aménagement et de Développement Durable.

## **PARTIE 2 : LES ORIENTATIONS D'URBANISME ET D'AMENAGEMENT**

**Les orientations d'urbanisme et d'aménagement retenues par la commune se déclinent notamment au travers de diverses actions, qui s'inscrivent dans les trois thèmes du développement durable :**

## **1-PROTEGER ET METTRE EN VALEUR LE PAYSAGE ET LES ESPACES NATURELS**

- 1.1. LA PROTECTION DES MILIEUX BOISES .....
- 1.2. LA PROTECTION DES MILIEUX HUMIDES : VALLEES, TOURBIERES .....
- 1.3. LA PROTECTION DES PAYSAGES AGRICOLES.....

## **2. PROTEGER LA RESSOURCE EN EAU**

- 2.1. PROTECTION DES CAPTAGES D'EAU POTABLE .....
- 2.2. PROTECTION DU BASSIN VERSANT.....
- 2.3. L'AMELIORATION DE L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES.....
- 2.4. LA GESTION DES EAUX PLUVIALES .....

## **3. METTRE EN VALEUR LE PATRIMOINE BATI ET LE CADRE DE VIE .....**

- 3.1. LA PROTECTION DU PETIT PATRIMOINE BATI.....
- 3.2. LE TRAITEMENT DU PAYSAGE BATI .....

## **4. DYNAMISER LE TISSU ECONOMIQUE DE LA COMMUNE .....**

- 4.1. L'ACCUEIL DES ACTIVITES ARTISANALES ET COMMERCIALES.....
- 4.2. LE MAINTIEN DE L'ACTIVITE AGRICOLE .....
- 4.3. LE TOURISME DE DECOUVERTE .....

## **5. PERMETTRE UNE URBANISATION EQUILIBREE.....**

- 5.1. LE CHOIX D'UNE CROISSANCE MODEREE .....
- 5.2. LE CHOIX DE NOUVELLES ZONES URBAINES EN CONTINUITE AVEC L'EXISTANT.....
- 5.3. LA DIVERSIFICATION DE L'OFFRE EN LOGEMENTS.....
- 5.4. L'AMELIORATION DES EQUIPEMENTS .....
- 5.5. AMELIORER LA SECURITE ROUTIERE.....

# 1. PROTÉGER ET METTRE EN VALEUR LE PAYSAGE ET LES ESPACES NATURELS

La commune possède des paysages et des milieux écologiques divers et d'une grande richesse, recensés notamment au titre des ZNIEFF, Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique :

- **la rivière de l'Aulne, canalisée** (canal de Nantes à Brest), pour son intérêt mammologique (présence de la loutre d'Europe) et floristique,
- **les ruisseaux, affluents de l'Aulne** : du Pont de Mine, du Crann, de Coat Quévérán, pour leur intérêt en tant que corridors écologiques, refuges pour différentes espèces : loutre, truites, chauves-souris, comme pour des plantes hygrophyles,
- **les tourbières de Kudel et de Coat Crenn** au sud de la commune, appartenant au complexe des landes, tourbières, boisements des Montagnes Noires,
- **les rochers et étang de Kudel et le cirque de Loabou**, site classé pour son intérêt écologique, patrimonial et paysager.

**D'autres milieux naturels n'ayant fait l'objet d'aucun recensement, méritent également d'être préservés, aussi bien pour leur valeur paysagère aussi bien qu'écologique.**

Ce patrimoine, il s'agit de le protéger pour les années à venir, mais aussi pour aujourd'hui, afin d'accueillir les nouveaux habitants dans un cadre de vie agréable.

## 1.1. LA PROTECTION DES MILIEUX BOISES

La commune possède des boisements d'importance, essentiellement composés d'essences locales de feuillus : chênes, hêtres, etc...

- les versants boisés de la vallée de l'Aulne,
- le bois de Toullaéron.

**Il s'agit de les protéger par :**

- **le maintien du zonage N** (zone Naturelle), qui permet d'interdire toute nouvelle construction ;
- **le maintien du classement en EBC**, Espaces Boisés Classés, sur les boisements importants. Cet outil permet de protéger ces espaces boisés de tout défrichement, tout en autorisant les coupes d'entretien et en obligeant la replantation ;
- **la protection au titre de loi Paysage** de certains talus ayant un impact sur le paysage et le cadre de vie (insertion du bâti, haies brise-vents). Cette protection les soumet ainsi aux autorisations au titre des Installations et Travaux Divers ;

Seront notamment soumis à cette protection, les talus et les haies situés :

- en fond de vallée,
- le long des routes, chemins, et sentiers de randonnées.

Il s'agit également de les mettre en valeur en rendant à nouveau accessible le bois et le Roc'h de Toullaéron : la mise en place d'une zone de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles a été demandée au Conseil Général.



## 1.2. LA PROTECTION DES MILIEUX HUMIDES : VALLEES, TOURBIERES

La commune est encadrée par un réseau hydrographique qui forme ses limites communales :

- l'Aulne canalisée, en limite sud-ouest / nord-est,
- le ruisseau du Ster Pont Mine, en limite sud
- le ruisseau de Coat Quévéran, en limite nord.

Deux autres ruisseaux affluents de l'Aulne traversent la commune :

- le ruisseau du Krann,
- le ruisseau de Kerellan.

Les fonds des vallées et vallons s'accompagnent de prairies humides, qui ont un rôle écologique du fait d'une végétation spécifique mais également un rôle important dans la régulation des crues.

Les tourbières de Kudel et de Coat Crenn constituent également des milieux humides jouant un rôle régulateur du réseau hydrographique.

Il s'agit de protéger ces milieux par :

- **l'interdiction de la construction**, des affouillements et exhaussements dans les vallées et les vallons, grâce à un zonage N (zone naturelle). Ce zonage N a été étendu par rapport au POS précédent, afin d'obtenir une trame verte cohérente sur le tissu hydraulique ;
- **la protection des éléments de patrimoine bâti** lié à l'eau au titre de la loi Paysage. Exemple : anciens moulins, fontaines, sources.

## 1.3. LA PROTECTION DES PAYSAGES AGRICOLES

L'activité agricole est encore une activité économique très importante sur la commune, marquant fortement le paysage par l'occupation des sols : prairies, terres labourées, parcelles plantées qui composent une mosaïque de couleurs et de textures, mais également par la présence des bâtiments d'élevages hors-sols et des silos.

La commune n'ayant pas connu de remembrement, le maillage bocager est encore très important. Cependant, dans certains secteurs ce maillage a tendance à s'amoinrir.

Il convient de préserver ce bocage, afin de conserver les paysages agricoles traditionnels bretons, sans bloquer l'activité agricole, par :

- **l'inscription en zone A (Agricole) des terres agricoles** au règlement du Plan Local d'Urbanisme ; ce zonage interdit tout développement de l'urbanisation ;
- **le logement de l'agriculteur** est désormais considéré comme un « logement de fonction » : l'agriculteur doit construire dans un rayon de 100 mètres de son siège d'exploitation, ou construire dans un hameau ou au bourg.
- **le règlement de la zone A** oblige à assurer une insertion des bâtiments agricoles dans le paysage : préconisations sur les matériaux, sur les plantations, etc.
- **la protection au titre de la loi Paysage des talus** les plus significatifs en matière de paysage.

## 2. PROTÉGER LA RESSOURCE EN EAU

L'amélioration de la qualité de l'eau est un enjeu majeur de ce siècle, notamment en Bretagne. La commune s'investit dans l'amélioration de la qualité de l'eau, en traitant ses rejets et en veillant à protéger le bassin versant. En effet, sur Spézet, la qualité de l'eau potable répond aux critères demandés. En revanche, la teneur en nitrates est importante au niveau de l'Aulne canalisée.

### 2.1. PROTECTION DES CAPTAGES D'EAU POTABLE

Les périmètres de protection des captages d'eau potable ne font pas encore l'objet de servitudes d'utilité publique. Il s'agit cependant de prendre déjà en compte les périmètres définis en les traduisant dans le plan de zonage du PLU.

- Les captages de St Thudec et CNP sont situés dans le bois de Toullaéron, classé en zone Naturelle. Un indice "c" fait apparaître le périmètre de protection du captage d'eau potable.
- Le captage de Saint Adrien : son périmètre de protection recouvre des espaces naturels et agricoles ; les zones A et B seront donc différenciées :
  - classement en zone Naturelle N"c" de la zone A du périmètre de protection rapprochée,
  - classement en zone Agricole A"c" de la zone B du périmètre de protection rapprochée.

### 2.2. PROTECTION DU BASSIN VERSANT

Le maillage bocager constitue un milieu écologique riche, par son rôle d'habitat pour de nombreuses espèces, mais également dans la lutte contre l'érosion et les ruissellements. Ce maillage, encore très dense sur la commune, mérite cependant d'être protégés dans les secteurs les plus sensibles, notamment en matière d'inondation.

- **Protection des ruisseaux et zones humides** par un classement en zone N (Naturelle), qui interdit toute nouvelle construction, affouillements, exhaussements et drainage.
- **Le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI)**, en cours d'étude, deviendra une servitude d'utilité publique qui s'imposera au Plan Local d'Urbanisme.

### 2.3. L'AMÉLIORATION DE L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES ET DES EAUX PLUVIALES

L'étude de zonage d'assainissement a permis de faire le point sur l'existant et sur les travaux à prévoir.

Elle a permis la **définition des zones U et AU** sur les seules zones aptes à l'assainissement individuel, en dehors des zones raccordées au réseau d'assainissement collectif ;

Le règlement des zones constructibles impose également le traitement des eaux pluviales sur les parcelles.

### 3. METTRE EN VALEUR LE PATRIMOINE BATI ET LE CADRE DE VIE

#### 3.1. LA PROTECTION DU PETIT PATRIMOINE BATI

La commune est riche d'un patrimoine bâti, représenté notamment par la chapelle du Krann, de l'église Saint Pierre et de son ossuaire.

Si ces éléments bénéficient d'une protection forte, au titre des monuments historiques, il n'en est pas de même pour le « petit » patrimoine : les manoirs et moulins, ou encore les éléments témoins de la vie quotidienne comme les fermes, les fours à pain, les lavoirs et fontaines, les chapelles, croix et calvaires.

Certains éléments ont fait l'objet de réhabilitation : les fours à pain de Kudel, Kerdraffret, Kerbellec, mais d'autres éléments de patrimoine ont déjà disparu sur la commune : disparition de derniers vestiges du manoir de Leskidig (porte) ou des menhirs de l'alignement de Bois le Duc (pourtant classé Monument Historique).

Il s'agit donc de protéger ce patrimoine local, témoin de la vie quotidienne de la commune pour la mémoire collective et la transmission du patrimoine aux générations futures, par :

- **la protection au titre de loi Paysage** du petit patrimoine repéré, étant ainsi soumis aux autorisations au titre des Installations et Travaux Divers.

Toute action qui met en péril leur pérennité doit être préalablement soumise à l'autorisation du maire.

- **la protection du patrimoine archéologique** par le maintien en zone Naturelle ou Agricole suivant le degré de protection de ces éléments ;
- **le maintien d'une zone NL** sur le remblai situé en fond de vallée, à proximité de la chapelle du Krann pour une mise en valeur du site : traitement de l'espace, effacement des réseaux, traitement paysager des conteneurs de déchets ménagers.
- **l'incitation à la mise en valeur du patrimoine : la commune donnera l'exemple en restaurant le presbytère et en lui trouvant une utilisation nouvelle**, l'école de musique intercommunale.  
Le presbytère, s'il n'est pas lui même classé ou inscrit au titre des monuments historiques, bénéficie cependant du rayon de protection de 500 mètres autour de l'église paroissiale.

#### 3.2. LE TRAITEMENT DU PAYSAGE BATI

Le bourg a fait l'objet d'un traitement important des espaces publics et les réhabilitations (effacement des réseaux, utilisation des matériaux, gardes-corps, enseignes commerciales et signalisations, réhabilitations de logements ou commerces vacants, mise en couleur des façades, etc).

Le bilan de cette opération a été globalement très positif. Seul aspect apportant un bémol à cette opération : l'impression, pour les habitants des hameaux, d'avoir été un peu oubliés.

Il s'agit de poursuivre l'amélioration du cadre de vie de Spézet, au bourg comme dans les hameaux, pour les habitants actuels et futurs.

Au bourg,

- **en complétant les dents creuses du bourg** en maintenant les zones U et AU ;
- **en confortant les franges d'urbanisation** : concentrer l'habitat pour ne pas miter l'espace rural et travailler les limites de l'urbanisation afin de créer des transitions douces entre les secteurs bâtis et les secteurs agricoles ;
- **en poursuivant la politique d'effacement des réseaux**, notamment lors de travaux d'extension du réseau d'assainissement. Le règlement des zones U et AU oblige au traitement en souterrain des réseaux dans les nouvelles zones urbanisables.

Dans les hameaux,

- **par un zonage Nh ou Nr sur le bâti situé en zone Agricole**, qui permet sous réserve de ne pas nuire à l'activité agricole, les rénovations, changements d'affectation, extension limitée du bâti occupé ou intéressant.
- **par un zonage Uhb sur les hameaux qui peuvent accueillir de nouvelles constructions** ;
- **par la protection du patrimoine des hameaux**, qui contribue à leur mise en valeur.

## 4. DYNAMISER LE TISSU ECONOMIQUE DE LA COMMUNE

Spézet doit accueillir de nouveaux habitants mais proposer également des emplois à ses habitants actuels et futurs.

### 4.1. L'ACCUEIL DES ACTIVITES ARTISANALES ET COMMERCIALES

La Communauté de Communes a pris la compétence du développement économique : les deux zones d'activités intercommunales, de Châteauneuf du Faou et de Coray ont une capacité d'accueil de 22 hectares. La priorité n'est donc pas à la création de nouvelles zones sur le territoire intercommunal.

Les zones d'activités communales existantes sont maintenues, mais ne peuvent être étendues au vu des contraintes qu'elles connaissent : la zone de Pont Triffen est complète et est située en zone inondable ; un seul lot reste disponible dans la zone de Kerangwen, qui est bordée de terrains humides. Il n'existe pas d'extension possible de ces zones, et elles ne pourront accueillir que des activités qui ne génèrent pas d'activités polluantes.

### 4.2. LE MAINTIEN DE L'ACTIVITE AGRICOLE

L'agriculture a une grande importance au niveau des paysages mais également en tant qu'activité économique. L'agriculture représente encore aujourd'hui environ 235 emplois mais est une activité fragilisée par les évolutions structurelles (baisse des effectifs, augmentation de la taille des exploitations). Les terres agricoles, doivent donc être préservées comme outil de cette activité.

Un diagnostic agricole, mené avec la Chambre d'Agriculture et les agriculteurs a permis de faire le point sur le devenir des exploitations, et la priorité entre agriculture et résidentiel suivant les hameaux.

Le résidentiel en zone rurale sera donc accepté s'il n'induit pas de nouvelles contraintes pour l'agriculture, par :

- **l'inscription en zone Agricole** des terres agricoles, des bâtiments et des habitations des agriculteurs ; ce zonage interdit tout autre développement de l'urbanisation ;
- **en limitant l'urbanisation diffuse** et l'extension des hameaux : seuls certains hameaux non agricoles sont ouverts à l'urbanisation par un zonage Uhb.
- **Dans les hameaux mixtes (agricole et résidentiel)**, comme pour les maisons isolées situées dans les périmètres des exploitations, seule une extension limitée des habitations est autorisée, par un zonage Nh. Dans ces hameaux, les extensions des bâtiments agricoles sont également autorisées.
- **Dans les hameaux qui ne sont plus agricoles**, les réhabilitations mais également les changements de destination de bâti d'intérêt patrimonial ou architectural sont autorisés par un zonage Nr.

#### **4.3. LE TOURISME DE DECOUVERTE**

La capacité d'accueil touristique repose essentiellement sur les gîtes et chambres d'hôtes et sur les deux hôtels. La commune ne souhaite pas porter un projet de camping qui viendrait concurrencer les campings présents sur les communes voisines.

En revanche, dans les hameaux ou ensembles bâtis de qualité, qui ne connaissent plus d'activité agricole, les réhabilitations et changement de destination des constructions permettent de ne pas voir un bâti de qualité se dégrader et de favoriser les créations de gîte ou de chambres d'hôtes.

### **5. PERMETTRE UNE URBANISATION EQUILIBREE**

#### **5.1. LE CHOIX D'UNE CROISSANCE MODEREE**

Le choix de développement des élus est de maintenir la population à son niveau actuel, c'est à dire 1861 habitants à l'horizon 2012, alors que la commune connaît depuis plusieurs années, comme le canton et le Pays du Centre Finistère, une tendance à la baisse démographique.

Ce choix, qui implique de maintenir la construction à son niveau actuel, soit une moyenne de 5 logements par an depuis 10 ans. Cette hypothèse de développement apparaît donc comme volontariste tout en restant réaliste, puisque la construction neuve se portait plutôt aux alentours de 2 à 3 permis par an, la moyenne annuelle de 5 constructions étant soutenue par les opérations de logements sociaux.

Un coefficient multiplicateur de 3 doit être appliqué à ce nombre de logements à construire : afin d'offrir suffisamment de possibilité sur le territoire très vaste de la commune de Spézet.

En prenant une superficie moyenne de terrains constructibles de 1200 m<sup>2</sup> (y compris les VRD), on aboutit à une **surface à réserver à l'urbanisation d'environ 18 hectares**.

Cette hypothèse n'a qu'une valeur indicative, mais elle permet d'avoir une idée de la quantité de terrain constructible à prévoir pour les 10 années à venir (en considérant ce chiffre comme la durée de validité maximale d'un document d'urbanisme).

## **5.2. LE CHOIX DE NOUVELLES ZONES URBAINES EN CONTINUITE AVEC L'EXISTANT**

La silhouette du bourg ancien, assez ramassée sur elle même, mérite d'être conservée, malgré l'urbanisation linéaire des années 60-70 qui est venue perturber ce schéma. D'autres contraintes ont également été prises en compte pour définir les nouvelles zones, comme la présence d'une exploitation agricole pérenne à la sortie ouest du bourg, ou encore les terrains humides à l'est, non aptes à l'assainissement individuel.

Les zones AU (A Urbaniser) ont été définies en tenant compte de leur insertion paysagère : prise en compte de la topographie et présence d'écrans végétaux. Les protections en EBC ou au titre de la loi Paysage permettent de maintenir des écrans de verdure.

## **5.3. LA DIVERSIFICATION DE L'OFFRE EN LOGEMENTS**

L'offre locative est relativement importante (4,4% des résidences principales en 1999), notamment l'offre locative sociale : 38 logements sociaux, dont 12 constructions/réhabilitations récentes. La commune possède également 3 logements communaux, dont l'ancien logement de fonction de l'instituteur en cours de réhabilitation.

S'il n'existe pas de réel déficit en logements sociaux, des demandes sont régulièrement déposées sur le canton, notamment de logements moyens (T3) pour les jeunes ménages et pour les personnes âgées.

Le Programme Local de l'Habitat en œuvre sur le territoire de la Communauté, permet aux communes de faire la demande de programme de constructions ou rénovations pour des logements communaux, intercommunaux ou sociaux.

L'amélioration de cette offre sera permise par :

- la création d'un lotissement communal dans le centre-bourg, quartier de Feunteun Gorned, d'environ 22 lots : 4 à 8 lots seront réservés pour le logement locatif (HLM) ;
- la maîtrise foncière des terrains situés en centre-bourg par le Droit de Préemption pour les terrains classés en U ou AU dans le Plan Local d'Urbanisme.

## **5.4. L'AMELIORATION DES EQUIPEMENTS**

La commune a déjà un bon niveau d'équipement, notamment sportif et de loisirs, renforcé par la proximité de Carhaix et de Châteauneuf du Faou.

Les élus ont cependant en projet la création d'un foyer des jeunes et d'une école de musique intercommunale.

L'amélioration des équipements publics existants ne nécessite pas l'acquisition de terrains :

- Le Syndicat d'initiative sera délocalisé dans la maison bleue,
- L'extension de la bibliothèque se fera sur un terrain communal,
- L'école de musique intercommunale sera localisée dans le presbytère,
- Le foyer des jeunes sera localisé dans un bâtiment existant.

## 5.5. AMELIORER LA SECURITE ROUTIERE

Le développement linéaire du bourg, notamment le long de routes à forte circulation (route de Gourin, route de Saint Hernin, mais aussi route de St Goazec, pose des problèmes de sécurité.

La limitation des nuisances et des risques en matière de sécurité routière, sera permise par :

- l'interdiction et la limitation du développement des zones urbaines le long des routes départementales sont imposées,
- la transformation des voies routières en voies urbaines, par des aménagements de type trottoirs, chicanes, plantations, afin de limiter la vitesse. Les emprises de voie étant suffisamment large pour procéder à des aménagements, il n'est donc pas nécessaire de mettre en place l'outil de l'emplacement réservé dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme.



